JOURNAL DE LYON

Bureaux de VENTE: rue Centrale, 34

ÉDITION DU MATIN

Bureaux de VENTE: rue Centrale, 34

La rédaction ne répond pas des articles communiqués et ne se charge pas de les renvoyer. — Toute lettre non affranchie ou insuffisamment affranchie sera rigoureusement refusée.

Rédacteur en chef: A. SCHNEEGANS
Ancien député du Bas-Rhin.

ANNONCES ANGLAISES
30 c. la ligne

PRIX DE L'ABONNEMENT:
Ville de Lyon..... Trois mois: 9 fr. Six mois: 18 fr. Un an: 36 fr.
Département du Rhône... 10 fr. — 20 fr. — 40 fr.
Autres départements... 12 fr. — 24 fr. — 48 fr.
Pour l'étranger, le port en sus.
Les Abonnements partent du 1^{er} et du 16 de chaque mois.

ADMINISTRATION ET BUREAUX
A LYON
41, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 41

Gérant: C. THÉNÉSY
Imprimerie de H. Sirey, Lyon.

Le prix de l'abonnement est payable d'avance; on ne servira pas les demandes non accompagnées d'un mandat sur la poste à l'ordre du Gérant.

NOUVELLES DU JOUR

14 septembre.

Notre correspondant de Paris revient aujourd'hui sur les incidents de la dernière réunion tenue par la commission permanente de l'Assemblée nationale, et dont nous avons publié hier, un court résumé. Les journaux de Paris, d'autre part, nous fournissent quelques détails complémentaires sur cette réunion, qu'on jugait qu'elle ne l'a été en réalité.

M. Victor Lefranc, qui représentait le gouvernement, a de nouveau répété que tout allait au mieux, et comme précédemment les déclarations du ministre de l'intérieur ont été jugées satisfaisantes par la majorité de la commission. Il a été touché cependant à quelques points assez délicats, tels que la marche des négociations engagées avec l'Angleterre, et aussi la suspension des travaux de défense au Mont-Cenis.

Sur la première question, M. Victor Lefranc a déclaré qu'aucun intérêt n'avait à s'alarmer; que les négociations étaient en bonne voie; qu'un esprit de conciliation réciproque animait les deux gouvernements, et que probablement on arriverait à un résultat favorable; — toutes choses déjà maintes fois affirmées officiellement, et qui ne paraissent guère justifiées par le langage des journaux anglais. Hier encore le *Times* publiait un article dans lequel, tout en évitant de se prononcer nettement contre la possibilité d'une entente, il encourageait le gouvernement anglais dans ses résistances aux projets économiques du président de la République.

A propos de l'affaire du mont Cenis, M. Victor Lefranc s'est borné à repousser la supposition que le gouvernement aurait pu céder à une injonction du cabinet italien; — ce que nous croyons sans peine. Mais peut-être eût-il été bon que cette déclaration fût complétée par l'explication de certains termes de la dépêche, — officielle sinon officielle, — qui annonçait la cessation de travaux, dont le gouvernement, assurait-on, ignorait jusqu'ici l'existence.

Une autre communication, qui intéresse le commerce et se rattache au rendement des impôts, a été faite à la commission. Le ministre de l'intérieur a assuré, — et M. Pagès-Dupont a cru pouvoir confirmer ce renseignement, — que les docks sont vides actuellement, que les commandes du commerce sont considérables, et que les nouveaux impôts donneront bientôt un chiffre en rapport avec les prévisions du budget.

A l'appui de cette appréciation, M. Victor Lefranc a cité un exemple. Les recettes pour les douanes coloniales, qui étaient nulles pour le premier semestre, a-t-il dit, s'élevèrent à la douane de Rouen à 574,000 fr. Si les arrivages se maintiennent, et tout porte à croire qu'ils se maintiendront, les recettes dépasseront celles de l'époque correspondante de la dernière année normale (1869).

Enfin le dernier et le plus important débat qui ait été soulevé dans cette séance avait pour objet la déclaration faite, dans la séance précédente, par le ministre des affaires étrangères, M. de Rémusat, à propos de Belfort, qu'en réparant les fortifications de cette place, les Prussiens se mettaient en garde contre toute éventualité, et qu'ils prenaient des garanties contre tout changement de gouvernement. Ces paroles ont paru attentatoires à la souveraineté de l'Assemblée, et leur radiation du procès-verbal a été prononcée par la commission.

Les députés de l'extrême droite de la Chambre s'agitent et se tourmentent fort, depuis quelque temps, en vue d'accueillir leur rupture avec les autres fractions de l'Assemblée et avec le gouvernement actuel. Cette résistance au sentiment général, sentiment affirmé par les vœux qu'ont émis le plus grand nombre des conseillers généraux et par les adresses que la majorité des membres de ces assemblées ont envoyées à M. Thiers, se traduit aujourd'hui par une recrudescence d'injures et de calomnies à l'adresse du chef du pouvoir exécutif, — ce qui est plus caractéristique encore — à celle des « conservateurs » qui refusent de les suivre dans leurs tentatives d'agitation. Le *Français*, qui n'est pas suspect d'une tendresse excessive pour les républicains, signale aujourd'hui ces déplorables tendances de l'extrême droite et appelle l'attention sur une sorte de déclaration de guerre formulée dans la correspondance St-Chéron et que reproduisent à l'envi les feuilles légitimistes de province.

Nous venons de lire cette page édifiante, et nous avouons n'y avoir rien trouvé de plus particulièrement offensant pour la représentation nationale et pour le pouvoir que celle-ci couvre de sa souveraineté que dans tel ou tel manifeste lancé par le parti.

Aujourd'hui même nous lisons dans les journaux de Paris une lettre de M. de La Rochette, député, à ses électeurs, où se retrouve une partie des accusations dirigées par la correspondance Saint-Chéron contre les « conservateurs » récalcitrants et contre M. Thiers. Nous citons :

« M. Thiers, infidèle au pacte de Bordeaux, ne craint pas maintenant d'affirmer la République conservatrice. Sa lettre au général Chanzy est le ballon d'essai de 1872, comme les revues de Satory étaient en 1851 le ballon d'essai du futur empire ».

« La gauche radicale votera la République sans s'inquiéter de l'adjectif. Elle sait bien que la forme entraîne le fond et que les lois de la logique sont inflexibles ».

« Le centre droit votera l'adjectif et se contentera du fond, sans s'inquiéter de la forme ».

« Il a reconquis son chef », selon l'expression de son président, M. Saint-Marc Girardin, et croira naïvement avoir fondé, comme en 1830, la meilleure des républiques ».

« Rien n'est nouveau dans l'histoire, et ces féroces modernes s'alliant à la Montagne contre la monarchie arriveront aux mêmes douleurs ».

« Le centre droit comparé à la Gironde! Que va dire M. Saint-Marc Girardin? »

Heureusement, nous ne saurions trop le

répéter, ces insanités sont l'œuvre du petit nombre, et au manifeste de M. de La Rochette nous pouvons opposer celui de son collègue M. Roger-Marvaux qui rappelle à l'Assemblée que l'heure est proche où elle devra se séparer, et affirme sa volonté de concourir à la consolidation du gouvernement républicain.

La discussion sur la question des écoles est terminée; la France républicaine est bien forcée de reconnaître que nous avons raison, quand nous disons que les instituteurs anciens n'ont pas été révoqués. L'arrêté préfectoral, que nous demandions, n'existe pas. Il s'ensuit que l'on n'avait pas le droit de remplacer des fonctionnaires dont la charge n'était pas vacante.

On ne les en a pas moins remplacés. Voilà l'illegalité, et elle est reconnue par nos contradicteurs. Nous n'avons rien à ajouter. Le débat est clos.

La France républicaine appelle à la vérité nos arguments, des chicanes de procureur et des arguties; mais si c'était nous qui souffririons de violences, pareilles à celles dont nos adversaires se plaignent, nous trouverions-nous pas notre bouchier légal dans ces « arguties » et dans ces « chicanes de procureur »? et la loi n'est-elle pas faite pour nos adversaires comme pour nous-mêmes? Hélas! nous voyons qu'on oublie toujours le lendemain, qui peut nous attendre à notre tour! Ce jour-là, comment invoquerons-nous la loi pour nous, si, au moment de notre victoire, nous n'avons commencé par la respecter pour les autres?

La France républicaine cherche à excuser ceux qui l'ont violée, en disant qu'au-dessus de la loi, il y a « la logique des fautes ». « Depuis deux cents ans, ajoute-t-elle, le clergé français n'a eu qu'un but : se mettre en travers du mouvement des esprits, arrêter le progrès, etc... L'empire s'est fait le protecteur, le gardien de l'Eglise. Il lui a tout livré, en particulier l'éducation de l'enfance... Le clergé avait ajouté à la répulsion qu'inspiraient ses doctrines anti-sociales une répulsion nouvelle par son alliance avec l'empire... La honte de Sedan atteignait le clergé aussi bien que l'empereur, et la République, en nous délivrant du premier, pouvait se croire délivrée du second... »

Nous ne voulons pas examiner cette appréciation du rôle du clergé; mais, en admettant que toutes ces assertions soient la vérité même, comment nos contradicteurs ne voient-ils pas qu'en agissant comme ils agissent, loin d'affaiblir cet ennemi redoutable, ils lui fournissent des armes pour les combattre? Comment! ils regardent ce parti comme un ennemi dont il faut se débarrasser à tout prix, et ils croient le débarrasser en faisant litière des lois, du droit et de la justice? Mais toutes ces violences, ne voyez-vous pas que cet adversaire les retournera contre vous? Ne voyez-vous pas que vous l'autorisez à vous accuser de tyrannie et de compression? et croyez-vous qu'un parti gagne en force morale et en prestige, quand on peut l'accuser avec raison d'avoir abusé de sa victoire? Ce sont là des victoires d'un jour, qui préparent les désastres du lendemain. Or, quand vous serez vaincus à votre tour, que deviendrez-vous si vous n'avez pas les lois et les formalités pour vous protéger contre le vainqueur? et comment les invoquerez-vous alors, si aujourd'hui, étant les maîtres, vous les violez?

Un dernier mot encore au sujet des écoles laïques de la société d'enseignement primaire du Rhône.

La France républicaine estime que retirer à cette société la subvention de 163,000 fr. qui lui permettait d'exister, ce n'est pas détruire les écoles de cette société.

Nous pensons que notre contradicteur ne pourrait pas nous regarder sans rire, en émettant cette appréciation originale.

Quand cette subvention de 163,000 francs eût été retirée à cette société, les écoles de celle-ci se vident forcées de se fermer. Voilà le fait. Si elles ont été forcées de se fermer, n'est-ce pas parce que vous leur avez enlevé les moyens de rester ouvertes? Et si vous ne pouvez nier qu'il en soit ainsi, qu'avez-vous fait, si ce n'est détruire ces écoles?

Arrangez la chose comme vous voudrez: vous avez coupé les vivres à ces écoles — et elles sont mortes de faim.

Nous vous mettons au défi de démontrer que ces deux propositions ne soient pas vraies.

Et en vérité, nous ne comprenons pas que l'on soutienne aujourd'hui que le comité de salut public n'a pas voulu se débarrasser de cette société laïque d'enseignement primaire du Rhône. Tous les faits protestent contre cette assertion.

Le comité de salut public a supprimé ces écoles laïques, parce que la direction de la société d'enseignement primaire du Rhône a refusé d'accepter le programme de la morale effective basée sur l'expérience progressive.

Voilà la vérité. C'est-à-dire que le comité de salut public avait son programme religieux ou anti-religieux à lui, et qu'il ne voulait d'autres écoles à Lyon que celles qui enseigneraient selon ce programme-là. Or, quant à nous, entre une intolérance et une autre intolérance, nous ne voyons pas quelle est la différence. L'une est aussi détestable que l'autre. A l'une comme à l'autre nous préférons la liberté; en d'autres termes, aux écoles congréganistes et aux écoles selon ce programme-ci nous préférons les écoles neutres, c'est-à-dire laïques, dans le véritable sens du mot.

Notre contradicteur se tire d'affaire en disant que le conseil municipal, qui a sanctionné la suppression de cette subvention, en avait bien le droit. Nous ne lui avons jamais contesté ce droit. Seulement nous, Lyonnais, avons bien le droit aussi de contrôler la façon dont nos affaires sont gérées par ce conseil municipal, qui aujourd'hui prétend être tout simplement le « propriétaire » de nos biens, et qui nous objecte que, tel fermier les gérant mal, il avait le droit de le congédier et de gérer lui-même.

Quelles sont donc ces écoles municipales par lesquelles on a remplacé les écoles laïques de la Société d'enseignement primaire? Sont-elles meilleures que l'étaient celles-ci?

Si elles l'étaient, nous nous inclinons, et très-volontiers nous nous consolons de la disparition des autres; car nous ne demandons qu'une chose, c'est que l'enseignement, donné à nos enfants, soit bon.

Mais en est-il ainsi? Nous savons bien que l'on a créé beaucoup d'écoles municipales; qu'on leur a voté beaucoup de crédits; qu'on a nommé beaucoup d'inspecteurs et d'inspectrices, etc., etc. Mais tous ces votes ne signifient rien, si ces écoles restent au-dessous de leur tâche, si le personnel n'est pas à la hauteur de sa mission, si l'enseignement est insuffisant. Et il n'y a aucun homme compétent en la matière qui ne soit forcé de convenir que ces écoles sont en effet parfaitement insuffisantes.

Elles ont fait des progrès depuis leur création, nous n'en disconvenons nullement; elles se sont améliorées. Mais, en les prenant même au moment actuel, valent-elles mieux que ne valaient les écoles laïques de la société qui a été détruite? Valent-elles seulement autant?

Evidemment non! et il est matériellement impossible qu'il en soit autrement. Un enseignement ne s'improvise pas; des maîtres ne s'improvisent pas. On ne crée pas de toutes pièces, du jour au lendemain, de bonnes écoles. C'est le temps et l'expérience qui forment les écoles et les maîtres. Or, la société d'enseignement primaire avait cette expérience et cette perfection pour elle; et vos écoles n'avaient et n'ont encore ni l'une ni l'autre, et ne peuvent pas encore les avoir. Il faudrait être absolument étranger aux choses de l'instruction pour soutenir le contraire.

Par conséquent, vous avez eu tort de supprimer les écoles qui existaient, et qui de l'aven de tout le monde, étaient excellentes, et le conseil municipal, en se mettant à la place d'un fermier qui gérât convenablement nos intérêts, a rendu un mauvais service à la ville de Lyon, et à l'enseignement laïque en général.

Les journaux de Paris s'occupent vivement depuis deux jours d'un procès qui a fait un grand bruit à Bordeaux. Il s'agit d'articles qui ont paru dans un journal bordelais au sujet du catholicisme.

On sait que nous sommes interdits de nous occuper de questions religieuses, à moins que celles-ci ne tombent dans le domaine de l'Etat, c'est-à-dire de la politique. Or, tel était le cas dans ce procès.

Le rédacteur du journal, qui avait été cité en justice, était un pasteur protestant. Comme tel il avait apprécié conformément à sa foi et à sa religion certains symboles du dogme catholique. Le parquet estima qu'il y avait là délit, et que l'auteur de cet article avait offensé un culte reconnu par l'Etat.

Le procès eut lieu. Une dépêche arrivée hier, annonce que le prévenu a été acquitté.

Nous nous en félicitons au nom de la liberté de conscience.

On ne saurait interdire à un catholique de juger conformément à sa foi, les actes les hommes et les doctrines du protestantisme; en ne saurait davantage interdire à un protestant de juger de même les actes, les hommes et les doctrines du catholicisme.

Si nous voulons devenir une nation forte et virile, il faut de toute nécessité que nous nous accoutumions à supporter cette liberté d'appréciation de tous les partis politiques et de toutes les croyances religieuses et philosophiques. Voyez la Suisse, pour ne pas aller jusqu'en Amérique. Il y a là des journaux catholiques, des journaux

protestants, des journaux de libres-penseurs: chacun émet librement son opinion et développe ses croyances, en attaquant ce qu'il croit être l'erreur des autres. Ceux-ci répondent de même.

Cette liberté profite à tout le monde et nul ne s'en plaint: n'a-t-il pas pour se défendre les armes qu'a son adversaire pour l'attaquer? et la loi civile peut-elle faire autre chose et peut-elle faire mieux que de garantir à toutes les opinions cette égalité dans la liberté?

Nous voudrions qu'en France on en arrivât à comprendre, à pratiquer et à respecter cette liberté absolue des croyances de tous, et que les uns ne s'effarouchassent pas des attaques des autres, mais s'habituaient à les regarder comme une chose très naturelle, inhérente à l'état de diversité d'opinions où nous ont mis nos diversités de partis et de croyances. C'est à ce point de vue que nous saluons comme étant de bon augure l'acquiescement par le tribunal de Bordeaux de M. Steeg, rédacteur du *Progrès des Communes*.

COURRIER DE PARIS

13 septembre 1872.

Après les entreprenants, les découragés; après M. de Dampierre, M. de La Rochette. M. de Dampierre veut sauver au moins l'intérieur du gouvernement pendant les élections générales; M. de La Rochette déclare qu'après avoir tout fait, le possible et l'impossible, pour fonder la vraie monarchie, la droite abandonne l'avenir à la volonté de Dieu.

En d'autres termes, M. de La Rochette jette le manche après la cognée, et vraiment c'est ce que lui et son parti ont de mieux à faire. Le plus grand service qu'ils puissent rendre au radicalisme, c'est de s'agiter; leur silence et leur résignation profiteront au contraire aux idées de sagesse, de libéralisme et de modération que les républicains conservateurs s'efforcent de faire prévaloir.

Ce n'est pas qu'il faille se faire beaucoup d'illusions sur la valeur de ce mot: la République conservatrice. La République est une forme de gouvernement qui garantit l'intervention continue du pays dans ses propres affaires; si le pays a des tendances conservatrices, il est évident qu'il les manifesterait et alors la République sera conservatrice. C'est donc non de l'institution, mais des hommes que tout dépend.

Or, en ce moment, le gouvernement est conservateur; il est certain, d'autre part, que le parti républicain a donné des gages constants de sa réserve et de sa sagesse. Si ne compromet pas sa bonne renommée par d'inutiles manifestations, comme celles qui se préparent, dit-on, pour le 22 septembre, il n'a plus qu'à recueillir les fruits de son attitude. C'est ce que la droite comprend aujourd'hui et ce qui explique ses lamentations, beaucoup mieux que la lettre au général Chanzy.

Cette fameuse lettre a pourtant fait un fameux bruit dans le Landerneau légitimiste; on devait hier la mettre sous les yeux de M. V. Lefranc dans la séance de la commission de permanence, il paraît qu'on y a renoncé. Cette abstention tardive mais salutaire est due, vous ne vous en doutez pas, à M. Cantonnet, votre nouveau préfet. M. Cantonnet ayant fait exécuter, avec la tranquillité la plus naturelle, l'arrêté de son prédécesseur sur les écoles, a sauvé tout uniment la France, le président de la République et le ministre de l'intérieur.

Toutefois, la droite s'est donnée la satisfaction d'une petite victoire retrospective dont le dernier procès-verbal a fait tous les frais: dans la précédente réunion, M. de Rémusat avait dit, au sujet des fortifications de Belfort, que les Prussiens voulaient prendre des garanties contre un changement éventuel de gouvernement en France. La droite, voyant dans cette hypothèse une atteinte à ses droits, a demandé et obtenu la suppression de la phrase.

Personne n'a songé à faire observer que la phrase enlevée du procès-verbal n'en a pas moins été prononcée par M. de Rémusat, probablement aussi et avant lui par M. de Bismarck et que, si la durée du gouvernement de M. Thiers est considérée comme une garantie d'ordre intérieur et de paix extérieure, la mutilation d'un procès-verbal ne changera absolument rien à cette situation; mais il faut à la droite de ces menus succès depuis qu'elle a renoncé aux gros.

L'affaire du déficit dans le rendement des nouveaux impôts est plus grave; M. Victor Lefranc a beau s'élever contre la trahison des employés qui ont révélé le fait, ce fait sera nécessairement connu tôt ou tard s'il existe et dès lors à quoi bon le dissimuler? Ne vaudrait-il pas mieux en tirer profit? La vérité est que les impôts votés ayant été proposés et défendus en grande partie par le gouvernement, celui-ci est vexé des imperfections qu'il n'a pas voulu prévoir.

De reste, il est élémentaire, en matière de fisc, que les impôts de consommation ne rendent plus quand ils sont excessifs. C'est l'histoire de la poule aux œufs d'or. On a dit, par exemple, que les permis de chasse à 40 francs rapportaient moins que les permis à 25: un tel résultat n'a rien que de fort naturel.

Puis les taxes trop élevées sur certains produits encouragent la contrebande: je crois qu'elle doit se faire dans ce moment dans de vastes proportions sur le tabac. Il y a des bureaux où l'on vous offre naïvement ou effrontément du tabac suisse.

Enfin, je crois que les employés du ministère des finances ont une activité beaucoup moins dévorante que sous l'empire, soit qu'ils ne soient pas tenus d'assez près par leurs chefs immédiats ou par le gouvernement lui-même, soit que l'habitude de traiter notre état comme provisoire et le spectacle d'une Assemblée occupée à affaiblir ce qu'elle-même a fondé, ne les démoralise en dérisant leur confiance et décourageant leur ambition.

En vous parlant du *Révolution*, la nouvelle pièce de MM. Meilhac et Halévy, j'ai nommé M^{lle} Valérie, qui joue le rôle de Métella, le cer-

cle du prince Yermontoff. Cette jeune artiste, que le *Révolution* vient pour la première fois de mettre en lumière, a une histoire bien singulière qu'on me raconterait hier.

Elle était dans un magasin de modes à Paris; un jeune Américain du Sud la vit et l'aima: il la décida à partir avec lui pour le Paraguay où le mariage devait s'accomplir dans la demeure paternelle. Notre jeune modiste amène avec elle son père, sa mère et son frère, qui n'étaient pas fâchés d'aller chercher fortune par-delà les mers.

On débarqua, puis on se dirigea dans l'intérieur des terres où le jeune homme possédait une ferme; il déposa dans cette ferme toute la smala, la recommanda aux bons soins des fermiers et poursuivit sa course jusqu'à l'habitation de ses parents dont il va demander le consentement. Nos Parisiens restent là dans un assez grand embarras, car les gens de la ferme ne savent pas un mot de français et naturellement leurs hôtes ne savent pas un mot d'espagnol.

Le jeune homme revient: tout est arrangé et il n'y a plus qu'à faire venir un prêtre qui donnera la bénédiction nuptiale; mais la jeune fille, qui avait déjà la nostalgie de Paris et que deux ou trois semaines d'essai loyal avaient franchement dégoûtée du Paraguay, change tout à coup d'idée. Elle renonce au mariage et repart avec toute la famille par le prochain paquebot.

Peu de temps après son retour à Paris, elle entra comme simple figurante au théâtre Déjazet, pour débiter beaucoup plus tard dans *Tricoche et Cacolet* et aborder enfin les premiers rôles dans le *Révolution*. Elle n'est pas précisément très-jolie, mais sa physionomie est gracieuse et intelligente et elle a joué Métella avec beaucoup de naturel et de finesse.

M. Thiers au Havre.

Le *Havre* public en tête de ses colonnes la note suivante:

Le maire de la ville du Havre, chevalier de la Légion d'honneur,

Porte à la connaissance de ses concitoyens que M. le président de la République a bien voulu consentir à honorer notre ville de sa visite, le samedi 14 courant.

M. le président de la République arrivera vers 9 heures du matin, venant de Trouville.

Il sera reçu au bas du bassin de la citadelle, où il débarquera, et se rendra ensuite à l'hôtel de ville par la rue Royale, le quai Notre-Dame, le Grand-Quai, la rue de Paris, la place de l'Hôtel-de-Ville.

M. le président de la République sortira de l'hôtel de ville, à deux heures, pour visiter la ville.

C'est ce matin, à huit heures, que M. et M^{me} Thiers, M^{me} Dosne, le général de Cissey et l'amiral Polhuau sont partis pour le Havre. Ils seront de retour à Trouville vers six heures du soir.

NOUVELLES ET BRUITS

La *Liberté*, de Rome, affirme que la France vient de faire de nouvelles instances auprès du gouvernement italien pour obtenir une modification du traité de commerce, conforme aux nouvelles lois protectionnistes françaises. Le gouvernement italien, dit-elle, n'a pas adhéré à ces propositions, et il n'est pas disposé à le faire plus tard. Le traité de commerce ne cesse que dans trois ans, et jusqu'à cette époque, il est bien naturel qu'on ne veuille pas compromettre nos intérêts par des concessions prématurées.

Le conseil général de la Charente émet le vœu que les principes de liberté commerciale continuent à prévaloir dans la législation économique douanière et internationale du pays, et que, notamment, les futures conventions avec l'Angleterre assurent aux produits charentais le maintien du traitement favorable que leur accordait le traité de 1860.

On écrit de Boulogne-sur-Mer que la chambre de commerce de cette ville s'est émue des conditions déplorables faites au commerce de Boulogne par les tarifs des compagnies de chemins de fer pour le transit direct avec la Suisse et l'Italie.

Le comité de direction des compagnies vient de répondre aux réclamations de la chambre de commerce. Au dire de la *France du Nord*, il déclare que le tarif commun dont se plaint la chambre de commerce de Boulogne n'est que la reproduction de celui qui existait avant la guerre. La classification des marchandises aurait seulement subi quelques modifications insignifiantes. Le comité est tout disposé cependant à chercher des combinaisons qui rendront plus aisément soutenable la lutte entre nos ports et leurs rivaux étrangers. Des conférences vont s'ouvrir pour arriver à ce résultat, dans l'intérêt de tous les ports desservis par le réseau.

Aux pétitions qui ont été adressées au ministre compétent, afin qu'il soit procédé aussitôt que possible au recensement des huiles de pétrole qui se trouvent actuellement en magasin, il a été répondu que les dispositions de la dernière loi de douane qui régit cette matière ne sera exécutoire qu'en vertu d'arrêtés du président de la République. En conséquence, l'inventaire des pétroles ne pourra être prescrit qu'après la mise en vigueur du nouveau tarif des huiles minérales.

Le ministre de la guerre a décidé que toutes les fois qu'un simulateur de petite guerre aura lieu aux environs de Paris, tous les mouvements exécutés par chacun des corps d'armée en présence seraient communiqués à l'état-major et serviraient à l'instruction stratégique des élèves de l'école polytechnique et de Saint-Cyr.

Des changements, dit la *République française*, se seraient opérés dans les bureaux du ministère de la guerre. On aurait donc prescrit la suppression immédiate des chefs de service et on aurait arrêté ainsi qu'il suit la hiérarchie supérieure: des directeurs géné-

raux, des directeurs et des chefs de bureau.

On annonce comme très-prochaine la publication au *Journal officiel* de la composition du conseil de guerre chargé de juger le maréchal Bazaine.

M. le ministre de la guerre aurait vaincu toutes les difficultés qui ont rendu si laborieuse la constitution définitive du conseil dont, après quelque résistance, M. le vicemaréchal Tréhouart aurait consenti à accepter la présidence.

A propos du maréchal, le bruit a couru qu'il avait tenté de s'empoisonner dans sa prison. L'*Avenir national* se dit en mesure de démentir la nouvelle.

M. le vice-amiral Tréhouart, qui avait fait valoir quelques motifs, tirés en partie de son âge et de son état de santé, pour ne pas présider le conseil de guerre devant lequel doit comparaître le maréchal Bazaine, s'est enfin décidé à accepter ces fonctions.

Cette acceptation leve la dernière difficulté qui restait à aplurer pour la constitution définitive du conseil de guerre et va permettre d'en faire connaître prochainement la composition.

La commission des grâces, qui s'est réunie ces jours derniers, doit continuer à tenir séance jusqu'à l'épuisement des dossiers qui lui sont soumis.

La nouvelle de la prochaine venue du tzarévitch à Paris, en compagnie du prince de Galles, est démentie par ce fait que le grand-duc héritier de Russie est parti mercredi dernier de Berlin pour Kiel, d'où il se rendra à Copenhague, puis à Saint-Petersbourg.

Le *Times* annonce le départ prochain de M. de Bourgoing, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

Il a pour instruction, dit-on, de rendre plus intimes les rapports entre la France et le pape, et de donner l'assurance à Sa Sainteté qu'elle trouvera toujours sur la terre de France une respectueuse hospitalité. L'ambassadeur est également invité à éviter tout acte pouvant être interprété comme une ingérence dans les affaires du Saint-Siège.

Les rapports ne peuvent, en effet, avoir d'autre caractère que l'intimité avec un souverain sans gouvernement effectif.

Le *Moniteur universel* croit savoir qu'en répondant à la lettre de démission de M. Saint-René Taillandier comme secrétaire général du ministère de l'instruction publique à dit qu'il espérait que son éloignement des fonctions publiques ne serait pas irrévocable. Quant au fait de son absence sur la liste des conseillers d'Etat en service extraordinaire, M. Thiers explique que ce fait est dû à un cas de force majeure, le ministre des finances s'étant, à lui seul, réservé 5 nominations sur 15.

On a dit que M. Michelet était malade. Nous sommes heureux d'apprendre que la maladie de M. Michelet se réduit à une simple indisposition, dont il sera sous peu complètement remis.

M^{me} la comtesse Dash laisse un roman terminé, *L'Écuyer*. Elle y avait mis la dernière main peu de temps avant sa mort.

Au moment de la commutation de peine du sieur Cerbeber, et pour en atténuer un peu le mauvais effet, quelques journaux annoncent que le capitaine déserteur avait l'intention de se retirer en Belgique.

Le sieur Cerbeber a trouvé plus simple et plus agréable de rentrer dans ses terres, à Phalsbourg: ce n'est pas nous qui en sommes surpris.

L'*Avenir national* dit qu'à la suite des perquisitions faites à Bordeaux, une certaine quantité de brochures bonapartistes aurait été saisie.

Une nouvelle petite planète, du groupe des astéroïdes situés entre Mars et Jupiter, a été découverte dans la nuit du 11 au 12 septembre, à l'observatoire de Paris, par M. Prosper Henry, aide astronome.

La position observée, le 11 septembre, à 15 heures 47 minutes 35 secondes, temps moyen de Paris, est:

Ascension droite. 23h. 59 m. 33 s.
Déclinaison. - 0° 55' 57".
Cette planète, de 11¹² grandeur, prendra provisoirement le n° 134.

Depuis plus de dix années, l'observatoire de Paris n'avait pas découvert de petite planète.

D'après les derniers rapports reçus de l'Algérie, la situation reste toujours satisfaisante dans notre colonie d'Afrique. Le pays jouit d'une tranquillité complète, et l'esprit des populations indigènes se montre en général fort bon. Les différents impôts arabes sont en recouvrement et ils donneront un produit supérieur à celui de l'année dernière.

Dans la province d'Alger, les recettes du zekkat dépasseront de 100,000 francs celles de 1871.

Les derniers caravanes de nomades achèvent leur approvisionnement de grains dans le Tell et se préparent à regagner leurs campements d'hiver.

On signale dans les trois provinces des incendies assez considérables de forêts; ils sont dus d'ailleurs à l'imprudence et à des causes purement accidentelles.

On lit dans le *Toulonnais* que le transport la *Saine*, arrivé en rade à Toulon, le 9 du courant, venant de Bourbon, après avoir touché aux îles de Nossi-Bé et Mayotte, a amené deux naturalistes hollandais, MM. Van Dam et Van Der Henst.

Ces intrépides voyageurs rentrent dans leur patrie après avoir exploré les régions les plus malsaines de Madagascar, le nord et l'ouest, ou aucun naturaliste n'avait encore pénétré, durant huit années consécutives qu'ils ont employées à enrichir les musées de l'Europe d'une foule d'objets d'histoire naturelle, mammifères et oiseaux principalement, la plupart jusqu'alors inconnus.